

Burundi : Appel à toutes les force de l’opposition démocratique afin qu’elles élaborent une plateforme politique commune

I - Préambule

Il est impératif que toutes les forces qui luttent pour le respect de l’Accord d’Arusha et de la constitution, nommément le CNARED, le CNDD-FDD aile Radjabu, les organisations de la société civile qui constituent le mouvement « Halte au 3^{ème} mandat », l’organisation des femmes et des filles du Burundi, MORENA, Intore, Haguruka – Révolution, toutes les organisations de résistance armée et d’autres organisations qui ne sont pas nommées dans cette liste, guère exhaustive, élaborent **une plateforme politique commune**.

Au préalable, il est impératif que tous ces partenaires bannissent le dénigrement mutuel et conviennent d’élaborer un code de conduite qui institue le respect des uns et des autres comme une priorité. Les accusations portant sur la responsabilité individuelle de telle ou telle autre personnalité dans les crimes commis pendant les guerres civiles antérieures seront établies par le Tribunal Pénal Spécial pour le Burundi et par la Commission Vérité et Réconciliation renouvelée. Pour le moment, il convient de privilégier la présomption d’innocence des personnes et de calmer le jeu.

Par ailleurs, afin de faciliter l’élaboration d’une plateforme politique commune, il est impératif que toutes les forces de l’opposition acceptent, quelles qu’en soient les hésitations ou les résistances légitimes, que la solution institutionnelle la plus facile à mettre en œuvre consiste à utiliser les dispositions constitutionnelles qui prévalaient avant le processus électoral truqué de 2015.

Les élections prévues à la fin de la période de transition permettront aux uns et aux autres d’élaborer un programme politique spécifique à chaque parti politique en compétition. Si ces forces politiques gagnent les élections, alors elles pourront mettre en chantier les réformes politiques majeures souhaitées par les uns et les autres. Ces élections rétabliront la légitimité démocratique et le jeu normal des institutions.

II - Raisons pour privilégier une plateforme politique commune

Il y a urgence pour les raisons suivantes :

1 - Il faut garder constamment à l’esprit le drame épouvantable que vivent les réfugiés, les prisonniers, les jeunes raflés et torturés, la pauvreté abjecte qui gangrène le pays, les entrepreneurs dont les entreprises périssent, les élèves empêchés de poursuivre leur scolarité, les familles disloquées, les hommes politiques forcés à l’exil, le délabrement des forces de défense et de la police ;

2 - Il faut privilégier l'efficacité politique. La priorité du moment constitue le respect de l'Accord d'Arusha et de la constitution. Toutes les forces politiques et sociales qui souscrivent à cet objectif devraient s'unir de toute urgence. Elles ne devraient pas disperser leurs énergies et encore moins se combattre et s'affaiblir mutuellement.

3 - Il ne faut pas faire le jeu de Pierre Nkurunziza en mettant la priorité sur la mise en chantier des réformes ou des révisions de la constitution, tout à fait légitimes et respectables par ailleurs. De ce fait, il ne faut absolument pas donner le prétexte à Pierre Nkurunziza pour qu'il puisse continuer le massacre de la population, des jeunes en particulier, et prolonger ainsi les souffrances inouïes qu'endure le peuple burundais.

4 - Ne pas privilégier l'élaboration d'une plateforme politique commune équivaut, en réalité, à être complice de Pierre Nkurunziza. Car, si celui-ci prenait l'opposition au mot, il accepterait immédiatement d'inclure dans le programme des négociations d'Arusha II la mise en chantier de la révision de la constitution burundaise qu'il a déjà détruite dans les faits.

Cette révision prendra dix ans, au bas mot, puisque Pierre Nkurunziza sera de facto le maître de l'agenda des négociations. Et ce d'autant plus que l'Union Africaine, par la voie de la récente déclaration de l'ambassadeur Lazare Makayat Safouesse, chef de la délégation du Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union Africaine a fait une déclaration stupéfiante de reconnaissance de la légitimité du régime de Pierre Nkurunziza. Au cours d'une conférence de presse organisée à Bujumbura le 25 juin 2016, cet ambassadeur a fait la déclaration suivante.

« C'est un pays souverain, on ne peut pas entrer au Burundi sans le consentement des autorités légalement élues comme cela se fait dans tous les pays du monde ».

Cette déclaration est passée inaperçue. Pourtant, elle constitue un tournant majeur de la position de cette organisation panafricaine. Après le fiasco de la visite des cinq présidents africains et la promesse non tenue de 5000 soldats de la MAPROBU, cette déclaration surprenante confirme que le salut du Burundi ne viendra jamais de l'Union Africaine (UA).

A se demander d'ailleurs pourquoi l'UA soutient des négociations qu'elle considère urgentes. En effet, pourquoi, un gouvernement soi-disant « légalement élu » serait-il obligé de négocier-dialoguer avec l'opposition ?

5 - Par conséquent, il faut que les forces de l'opposition qui luttent pour le respect de l'Accord d'Arusha et de la constitution prennent acte de cette déclaration comme une sonnette d'alarme préoccupante. D'autres acteurs internationaux, dans la foulée de l'appui récent de la Russie et de l'UA risquent de se fatiguer du conflit burundais et d'en souhaiter une fin rapide. Même au prix de la reconnaissance de fait du régime de Pierre Nkurunziza et de l'impunité des crimes atroces commis depuis la contestation du troisième mandat. En outre, ces acteurs internationaux et régionaux risquent d'être agacés par l'inefficacité de l'opposition burundaise qu'elle considérerait comme incapable d'élaborer en commun un projet politique solide et de construire un compromis politique crédible.

6 - Il est donc urgent que les forces de l'opposition apprennent, d'ores et déjà, à travailler ensemble, à coordonner le combat politique, démocratique et pacifique, afin de pouvoir gouverner ensemble demain, après le régime de Pierre Nkurunziza.

Les forces de l'opposition devraient constituer, d'ores et déjà également, une structure commune de coordination et des équipes de gouvernement potentiel. En effet, si l'opposition accédait au pouvoir dans l'état actuel d'impréparation et de dispersion des forces et d'antagonismes puérils, celle-ci n'aurait aucune politique crédible à mettre en œuvre.

7 - Cependant, si les forces de l'opposition réussissaient à élaborer une plateforme politique commune, et même si les négociations dont Benjamin Mkapa assure la médiation échouaient, ce qui est du reste tout à fait prévisible, au moins celles-ci auraient fait preuve de maturité politique et de sens des responsabilités à l'égard de l'opinion burundaise et de la communauté internationale.

Alors les forces de l'opposition burundaise seront fondées pour prendre tous les partenaires à témoin et pour passer à la vitesse supérieure, celle d'une phase de libération du Burundi par tous les moyens de contrainte contre Pierre Nkurunziza après la paralysie de son régime. Le combat pour abolir la dictature qui s'est imposée par la terreur au Burundi, doit rester pacifique car il ne faut pas exposer la population à une rétorsion violente de Pierre Nkurunziza.

Du reste, celui-ci cherche un prétexte pour accélérer la répression et au besoin pour déclencher le génocide. Enfin, il ne faut pas que les forces de résistance armée arrivent au pouvoir avec des méthodes d'assassins qui lui donneraient le même visage que Pierre Nkurunziza.

III - Quel est le principe de base de cette plateforme politique commune ?

Pour sortir le Burundi de la grave crise que le pays traverse, il n'existe que cinq solutions envisageables.

1 - La soumission et la résignation ;

NB : Dans cette hypothèse, Pierre Nkurunziza gagne son pari de son coup d'Etat constitutionnel et pérennise son pouvoir sans limite de mandats. L'opposition démocratique vaincue capitule.

2 - Un coup d'Etat militaire perpétré par les forces auparavant loyales à Pierre Nkurunziza ;

3 - Un coup d'Etat militaire ou une victoire des rébellions militaires ;

4 - Une longue guerre d'usure sans vainqueur ni vaincu qui ruinera et détruira le pays ;

5 - Un compromis politique négocié et accepté par tous les protagonistes.

Cet appel s'inscrit exclusivement dans l'optique de la solution **n°5**. Cependant, il convient de prévenir tout de suite les protagonistes de la crise burundaise actuelle. Il n'y aura pas de solution miracle qui plaira à toutes les parties en négociation à Arusha.

Le compromis politique, pour sortir d'une crise aussi grave que celle que traverse le Burundi sera construit uniquement par les protagonistes burundais, en l'occurrence par le gouvernement et l'opposition démocratique.

Le principe de base de ce compromis devrait être **le partage du pouvoir et des responsabilités** entre ces protagonistes. **De ce fait, la constitution d'un gouvernement de large coalition et d'unité nationale est incontournable. Mais au préalable, l'élaboration d'une plateforme politique commune à toutes les forces qui luttent pour le respect de l'Accord d'Arusha, de la constitution qui en est issue et pour le retour de l'Etat de droit est indispensable.**

IV – Comment préparer concrètement ce compromis politique ?

Afin de préparer ce compromis politique, l'opposition démocratique, dans la diversité de ses composantes, civiles et militaires, devrait élaborer une plateforme politique commune sous forme d'un programme de gouvernement qui donnerait une vision, un cap, une perspective crédibles aux Burundais et à la communauté internationale.

Dans le cadre de cette logique, l'opposition démocratique devrait constituer une coalition sous forme d'un « shadow cabinet » ou « gouvernement de l'ombre » à l'anglaise et mettre sur pied rapidement une structure de coordination. L'opposition apprendrait ainsi à harmoniser progressivement les positions et les propositions des uns et des autres.

De ce fait, toutes les organisations politiques, sociales, militaires qui luttent pour le respect de l'Accord d'Arusha et de la constitution devraient commencer à former des équipes spécialisées avec à leur tête, des chefs de file qui assureraient la coordination des dossiers concernant, par exemple, la sécurité, l'économie, le rapatriement des réfugiés, les réformes institutionnelles, l'administration, les affaires étrangères, la justice, l'environnement, l'éducation, les médias, etc.

Ces chefs de file se prépareraient à entrer plus tard comme ministres au sein du gouvernement de large coalition et d'unité nationale qui sera constitué après l'adoption d'un compromis politique signé par les représentants des forces qui ont soutenu le troisième mandat de Pierre Nkurunziza et les représentants des forces qui luttent pour le respect de l'Accord d'Arusha et de la constitution.

La plateforme politique commune devrait être élaborée sous la forme d'un instrument juridique clair, simple et concis que l'opposition démocratique mettrait rapidement sur la table des négociations comme une proposition unique. Le document en annexe constitue un canevas que toutes les forces de l'opposition qui luttent pour le respect de l'Accord d'Arusha et de la constitution pourraient améliorer, amender, enrichir et adopter dans les meilleurs délais.

Jusqu'à présent, toutes les forces politiques et militaires, toutes les organisations de la société civile, les entrepreneurs, les médias libres, les artistes et les créateurs qui luttent pour le respect de l'Accord d'Arusha, de la constitution et de l'Etat de droit sont, heureusement, inspirés et portés par l'esprit des martyrs de Buta.

Malgré la diversité et les divergences de leurs projets politiques, malgré les querelles inévitables entre personnes, malgré les égos surdimensionnés parfois, malgré les susceptibilités individuelles, malgré les accusations réciproques insinuant que les uns et les autres portent des responsabilités particulières et individuelles dans les crimes commis pendant les guerres civiles antérieures, il faut se réjouir que les forces de l'opposition démocratique, comme celles qui soutiennent le troisième mandat d'ailleurs, reflètent encore la diversité ethnique et politique du pays.

Ce qui prouve, que l'objectif majeur de l'Accord de Paix et de Réconciliation d'Arusha signé en août 2000, à savoir l'unité du peuple burundais et la réconciliation est en passe d'être atteint et consolidé malgré et peut-être même grâce à la dictature imposée par la terreur de Pierre Nkurunziza.

Il est à espérer que toutes les organisations de l'opposition démocratique qui constituent l'espoir d'un changement démocratique et pacifique au Burundi continuent de puiser la force et l'inspiration dans l'exemple des martyrs de Buta. Ces jeunes séminaristes, le 29 avril 1997, n'ont pas obéi aux injonctions de leurs assassins et ont refusé de se scinder en deux groupes de Hutu et de Tutsi.

Athanase Karayenga

Le 18 juin 2016